

aient été très satisfaisants, ils n'ont pas subi la même progression ascendante que notre commerce avec le reste de l'univers.

Comparons notre commerce avec l'Angleterre pendant cette période avec celui que nous avons fait avec certains autres pays. Nous n'accordons pas de droits différentiels à l'Allemagne, du moins, directement, bien qu'elle se trouve à bénéficier indirectement et injustement des faveurs que nous accordons à l'Angleterre, en nous expédiant ses produits par voie de ce pays. Or, de 1897 à 1900, notre commerce a augmenté de 33 pour 100. Nous n'avons pas de tarif de préférence pour les marchandises des Etats-Unis, et durant cette période notre commerce avec nos voisins a augmenté de 60-74 pour 100—une augmentation beaucoup plus forte que celle de l'Angleterre. Nous n'avons pas de tarif de préférence pour les produits français, mais un simple traité de commerce avec la France, or notre commerce avec ce pays a augmenté de 74-47 pour 100, et avec le Portugal de 128-10 pour 100.

Je pourrais citer beaucoup d'autres chiffres pour démontrer que notre commerce avec l'Angleterre, sous l'empire de ce tarif de préférence, n'a pas augmenté dans la même proportion que notre commerce avec beaucoup de pays avec lesquels nous n'accordons aucune préférence.

La clef de voûte de tout le discours de l'honorable ministre des Finances, c'est que les temps sont prospères. L'honorable député qui m'a précédé nous a dit que le ministre des Finances s'en tiendra à cet argument. Je n'en doute pas, mais il ne s'y tiendra qu'aussi longtemps qu'il le pourra. D'ailleurs, cette manière de raisonner est en harmonie avec tout le ton de son discours : "Le pays est prospère et tant que cette prospérité durera, on ne peut rien nous demander de plus."

Mais cet exposé budgétaire est plus remarquable par ce qu'il ne dit pas que par ce qu'il dit. On y chercherait en vain une politique fiscale bien arrêtée. Ce discours n'est qu'un assemblage de chiffres, un livre bleu ordinaire, enjolivé, ici et là, par le langage pittoresque de l'honorable ministre.

Mais quand on vient à examiner ce discours de plus près, on constate que l'honorable ministre a jonglé avec les chiffres, s'est amusé à les grouper d'une manière fantaisiste et non de manière à exposer franchement la situation, non de manière à permettre aux électeurs d'avoir une idée exacte de l'état de nos finances.

Sur la question de l'excédent du revenu, par exemple, le ministre des Finances porte cet excédent à \$8,000,000. Comment arrive-t-il à ce résultat ? Il dit que le pays est prospère, mais je ne donne pas à ce mot la même signification que lui. Je reconnais que notre commerce est considérable, mais il y a une différence entre un grand commerce et la prospérité, et quand il affirme qu'il a un excédent de \$8,000,000, je le nie.

Le résultat des opérations financières de l'exercice expiré le 30 juin 1900 ne met pas un sou dans les caisses de l'Etat. La somme imputable sur le revenu consolidé est de \$42,975,279.51. En plus de cela, en subventions aux chemins de fer et autres entreprises, nous avons dépensé \$7,468,843.24, le chemin de fer y compris celui du Crow's Nest Pass, \$725,720.35 ; la guerre du Sud-africain, \$1,547,623.74. Tout cela donne un total de \$52,713,466.84 ; or, notre revenu total, de toutes sources, a été de \$51,029,944.02, ce qui nous laisse avec un déficit, au lieu d'un excédent ; nous sommes de \$1,687,472.82 plus pauvres qu'au commencement de l'exercice.

Peu importe, si une partie de ces dépenses ne sont pas des dépenses ordinaires ; il est temps de soumettre l'administration des affaires du pays à une comptabilité honnête et raisonnée. Que cela plaise ou non, qu'un parti ou l'autre soit au pouvoir, le peuple veut aujourd'hui qu'on lui soumette un état exact de ses affaires, comme le ferait un particulier, chargé de tenir sa propre comptabilité. Nous avons perçu un peu plus de cinquante et un millions de dollars et nous avons dépensé au delà de cinquante-deux millions ; nous sommes donc en déficit de près de deux millions.

Les honorables députés de la droite me répondront que les conservateurs, quand ils étaient au pouvoir, employaient le même mode de comptabilité. Cela ne change rien à la question, et je n'ai aucun respect pour les traditions, quand elles sont condamnables. Si nous avons mal agi, dans le passé, il n'est pas trop tard pour chercher à faire mieux. Nous vivons dans le présent, et le passé n'est utile que par les enseignements qu'il nous fournit pour l'avenir. Notre mission est de préparer cet avenir ; le passé n'a pas besoin de nous.

Que cela plaise ou non à ceux qui gouvernent, le peuple s'intéresse aujourd'hui aux affaires de l'Etat et il veut qu'on lui rende un compte exact de la situation. Or, cette situation, quelle est-elle ?

Il est admis que notre revenu est exceptionnellement élevé, dû à des circonstances exceptionnelles et à une hausse temporaire dans les prix ; de plus, les opérations minières ont été très fructueuses, et nous sommes sur le sommet de la vague, comme dit le ministre des Finances.

D'un autre côté, nous sommes en présence de nouveaux problèmes à résoudre relativement à la question du transport, et si nous voulons conserver et augmenter notre trafic, au lieu de le voir passer entre les mains des étrangers, il nous faudra faire des dépenses considérables. Nous aurons aussi de fortes sommes à payer sous forme de primes sur le fer. Comme nous en a prévenu l'honorable député d'Annapolis (M. Wade), la Nouvelle-Ecosse frappe à la porte du trésor fédéral pour de nouveaux chemins de fer et un membre du cabinet paraît disposé à bien accueillir cette demande. Il ne faut pas ou-